

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 17/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/12/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SEIM LAQUAGE

14 Rue Jacques Monod
Zone Euro-Channel
76370 Neuville-lès-Dieppe

Références : UDRD-2024-01-T-29
Code AIOT : 0005801311

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/12/2023 dans l'établissement SEIM LAQUAGE implanté 14, Rue Jacques Monod Zone Euro-Channel 76370 Neuville-lès-Dieppe. L'inspection a été annoncée le 04/12/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'objectif de la présente visite d'inspection a été de procéder à la finalisation des échanges avec l'exploitant de façon à mettre à jour la situation administrative de l'établissement. Par ailleurs, la visite a été l'occasion de faire un point de situation concernant les demandes qui avaient été formulées à la suite de la visite d'inspection du 23/06/2022, diligentée dans le cadre de l'action nationale « *risques incendie dans les installations de traitement de surface* ».

Enfin, elle a été l'occasion de présenter à l'exploitant l'arrêté ministériel du 20 avril 2023 modifiant certaines dispositions de l'arrêté du 30 juin 2006 encadrant les installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n°3260 « traitement de surface ».

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEIM LAQUAGE
- 14, Rue Jacques Monod Zone Euro-Channel 76370 Neuville-lès-Dieppe
- Code AIOT : 0005801311
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Les activités de la société SEIM LAQUAGE située à Dieppe recouvrent le poudrage et le laquage sur tout support. Les activités sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 25 septembre 2012.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative
- point de situation sur les demandes formulées lors de la visite d'inspection précédente (désenfumage, installations électriques, confinement hydraulique)
- ressource en eau d'extinction incendie
- rejets à l'atmosphère
- dispositifs de rétention

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de

statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Ressource en eau d'extinction incendie	Arrêté Préfectoral du 25/09/2012, article 7.5.4.1	Lettre de suite préfectorale Demande n°1	2 mois
6	Rejets à l'atmosphère des chaînes de traitement	Arrêté Préfectoral du 25/09/2012, article 9.2.1	Lettre de suite préfectorale Demande n°2	3 mois
7	Dispositifs de rétention	Arrêté Préfectoral du 25/09/2012, article 7.4.4	Lettre de suite préfectorale Demande n°3 Demande n°4	1 mois 4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 25/09/2012, article 1.2	Proposition d'un arrêté préfectoral complémentaire pour actualiser la situation administrative du site
2	Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 25/09/2012, article 7.2.4.3	Sans objet
3	Confinement hydraulique	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10-II	Sans objet
4	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 25/09/2012, article 7.2.2	Sans objet
8	Échéance - installation d'un système de détection automatique d'incendie	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10-II	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

À l'issue de la visite, **l'inspection propose d'actualiser le classement administratif par un arrêté préfectoral complémentaire à la signature de M. le préfet de la Seine-Maritime**. Notamment ce projet d'arrêté acte officiellement le classement du site en rubrique 3260 (rubrique relevant de la Directive IED) et intègre les rubriques 4120.2 et 4140.2 à déclaration pour le stockage de produits chimiques (rubriques issues de la Directive Seveso III).

Par ailleurs, l'inspection fait le constat que les demandes formulées lors de la précédente visite concernant les sujets désenfumage, étanchéification du bassin de confinement et réalisation d'un contrôle par thermographie infrarouge, ont été satisfaites.

Enfin, concernant les autres points de contrôle, les demandes suivantes sont formulées à l'exploitant :

1/ Ressource en eau d'extinction (demande n°1): pris en simultanément, les poteaux incendie n°570 et 571 délivrent respectivement 38 m³/h (soit un débit inférieur à 60 m³/h) et 140 m³/h. L'exploitant doit prendre l'avis du SDIS sur la question pour savoir si la ressource actuelle est suffisante dans le cadre de la stratégie de lutte contre un incendie au sein de l'établissement. Cet avis sera transmis sous 2 mois.

2/ Rejets à l'atmosphère (demande n°2): l'exploitant doit transmettre sous 3 mois les résultats de la campagne de mesures qui sera réalisée prochainement par un organisme agréé. Au préalable, il doit engager, en lien avec un prestataire compétent, les investigations nécessaires de façon à corriger les faibles vitesses d'éjection des fumées relevées sur 4 exutoires sur 11. En outre, il justifiera auprès de l'inspection de la prise en compte, dans son plan de maintenance, d'un contrôle des rejets à l'atmosphère des conduits n°1, 4 et 12 suivant une fréquence annuelle.

3/ Déchets (demande n°3): conformément à l'engagement pris en séance, l'exploitant transmettra les justificatifs de l'évacuation en filière agréée de trois IBC de substances qui ne sont plus utilisées sur le site ;

4/ Rétention de la chaîne verte (demande n°4): l'exploitant doit étudier les solutions techniques et aménagements possibles de façon à supprimer la pompe de relevage automatique disposée dans la rétention de la chaîne verte. Un plan d'actions est attendu.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/09/2012, article 1.2
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Prescription contrôlée : D'après l'article 1.2 de l'arrêté préfectoral du 25/09/2012, l'établissement est soumis aux rubriques suivantes: <ul style="list-style-type: none">- 2565-2.a) (régime de l'autorisation) avec un volume total de traitement de 87 700 litres- 2940-3.a) (régime de l'autorisation) avec une quantité maximale de produits susceptibles d'être mises en œuvre de 524.5 kg/jour- 2566 (régime de l'autorisation) - puissance de four de 850 kW- 2940-2.b) (régime de la déclaration) pour les cabines de peinture: 16 kg/j de produits utilisés- 2910-A-2) (régime de la déclaration) avec puissance thermique maximale de 2.405 kW
Constats : À l'instar des constats relevés lors de la précédente visite, la situation de l'établissement nécessite d'être mise à jour au vu des évolutions réglementaires engagées depuis l'arrêté préfectoral de 2012. Les points restés en suspens étaient les suivants :

<p>- <u>rubrique 2566 (décapage ou nettoyage par traitement thermique)</u>: Suite au décret n° 2013-1205 du 14/12/13, la rubrique 2566 a été modifiée. L'exploitant a transmis la capacité volumique du four, celle-ci est de 15 360 litres. L'activité reste sous le régime de l'autorisation ;</p> <p>- <u>rubrique 4xxx</u> : Lors de la précédente visite d'inspection, il était demandé à l'exploitant de transmettre son positionnement vis-à-vis de la directive Seveso III, et notamment vis-à-vis des rubriques 4xxx de la nomenclature. L'exploitant a consulté un bureau d'études compétent. D'après les éléments transmis par courriers électroniques du 05/12/2023 et du 08/12/2023, il ressort que deux substances prétendent à la classification en rubrique 4xxx :</p> <ul style="list-style-type: none"> • SURTEC 432F – mentions de danger H301, H310 et H331: le mélange pur reçu sur site (quantité maximale : 3000 L) est à classer en rubrique 4120.2.b) à déclaration. Concernant la toxicité aiguë du bain dilué de 17 000 L (concentré à 20 g/L) au niveau de la chaîne Aluminium, le mélange dilué n'est pas concerné par un classement en rubrique 4xxx ; • AKLEAN AC2 – mentions de danger H301 et H311 : Le mélange pur reçu sur site (quantité maximale : 3000 L) est à classer en rubriques 4140.2.b) à déclaration. Concernant la toxicité aiguë du bain dilué de 10 000 L (concentré à 6.5 mL/L) au niveau de la chaîne rouge, le mélange dilué n'est pas concerné par un classement en rubrique 4xxx. <p>Enfin, il est à rappeler que l'établissement est soumis à la directive IED (direction relative aux émissions industrielles) du fait du volume total de cuves de traitement établi à 87 700 litres. Suite à la parution du décret 2013-375 du 2/05/13 modifiant la nomenclature des ICPE et créant les rubriques 3000 relatives aux installations relevant de l'annexe I de la directive IED, il a été accordé à l'exploitant, par courrier de février 2014, le bénéfice de l'antériorité pour la rubrique 3260 avec comme BREF associé le BREF « Traitement de surface des métaux et des matières plastiques (STM) ». L'activité de traitement de surface est donc reprise par la rubrique 3260. Il est rappelé à l'exploitant que les conditions d'autorisation devront être revues à chaque parution des conclusions sur les meilleurs techniques disponibles issues du BREF susvisé associée à la rubrique principale 3260, suivant les modalités précisées aux articles R. 515-70 à 73 du code de l'environnement. À titre d'information, le BREF a été publié en août 2006 et, selon les éléments indiqués sur le site internet aida.ineris.fr, la révision par la commission européenne de celui-ci a débuté (réunion de lancement en juin 2022).</p> <p>Compte-tenu du fait que le tableau de classement administratif repris à l'arrêté préfectoral du site en date 25/09/2012 ne fait pas état des rubriques susvisées, l'inspection propose de mettre à jour ce classement par le biais d'un arrêté préfectoral complémentaire à la signature de M. le préfet.</p> <p>Transmis pour avis, l'exploitant a indiqué, par courrier électronique du 10/01/2024, ne pas avoir d'observations à apporter sur ce projet d'arrêté.</p> <p>Type de suites proposées : Proposition d'un arrêté préfectoral complémentaire pour actualiser la situation administrative du site</p>

N° 2 : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/09/2012, article 7.2.4.3
Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En cas d'incendie de l'atelier de stockage, l'évacuation des fumées est réalisée par l'installation d'un désenfumage naturel constitué, en partie haute et en partie basse du volume, d'une ou plusieurs ouvertures communiquant avec l'extérieur, de surfaces géométriques respectives supérieures au 1/100ième de la surface au sol du local avec un minimum de 1m². Les dispositifs</p>

d'ouverture doivent être facilement manœuvrables depuis le plancher du local, près du issue. [...]
<p>Constats :</p> <p>Lors de la précédente visite, il avait été demandé à l'exploitant de transmettre un état des lieux des dispositifs de désenfumage en place dans chaque atelier abritant les chaînes de traitement de surface. En outre, particulièrement pour la chaîne verte dont les dispositifs en place ne semblaient pas répondre à la prescription réglementaire associée (présence de dômes rehaussés communiquant avec l'extérieur), il était demandé à l'exploitant de réfléchir à la possibilité d'implanter des aménages d'air frais en partie basse de l'atelier.</p> <p>Pour faire suite à ces demandes, l'exploitant a présenté en séance un état des lieux de l'ensemble des dispositifs de désenfumage en place au sein des installations exploitées par SEIM LAQUAGE. Ce document, établi par l'exploitant, indique que les surfaces utiles d'ouverture, pour chaque zone, sont supérieures ou égales à 1 % de la surface à désenfumer, respectant donc le pourcentage imposé par la prescription contrôlée. Pour arriver à ce résultat, les travaux suivants ont été engagés en 2023 :</p> <ul style="list-style-type: none"> – au niveau de la chaîne verte : 6 DENFC (dispositif d'évacuation naturelle des fumées et de chaleurs) ont été installés au niveau des 6 dômes rehaussés existants. L'ouverture manuelle de l'un d'entre eux a été testé en visite depuis l'armoire située au sol et à proximité d'une issue : le test s'est avéré concluant ; – au niveau de la cabine de poudrage de la chaîne rouge: 2 DENFC ont été installés. L'inspection a pu constater l'armoire de commande au sol. <p>L'inspection prend acte du point de situation transmis par l'exploitant qui répond à la demande formulée lors de l'inspection précédente.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Confinement hydraulique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10-II
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement hydraulique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. Elles ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et, si besoin, un traitement approprié.</p> <p>[...]</p> <p>Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection précédente, il avait été demandé à l'exploitant de procéder à l'étanchéification du bassin de confinement des eaux susceptibles d'être polluées.</p> <p>Les travaux ont été réalisés en octobre 2022, et l'exploitant a transmis un document établi par une société compétente en date du 09/05/2023 attestant de l'étanchéité du bassin. Le jour de la visite d'inspection, le volume utile de confinement était rendu disponible. Il a toutefois été noté un début de sédimentation en fond du bassin (présence de terre et de végétation). Aussi, l'exploitant restera attentif à ce sujet et engagera un curage du bassin dès que nécessaire.</p> <p>Enfin, l'exploitant a justifié, postérieurement à la visite, la remise en place de la pancarte signalant la vanne de confinement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/09/2012, article 7.2.2
Thème(s) : Situation administrative, Installations électriques
Prescription contrôlée : Les installations électriques et d'éclairage doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément la réglementation et aux normes en vigueur.
Constats : Le dernier compte rendu de vérification périodique des installations électriques (attestation Q18 établie selon le référentiel APSAD D18) daté du 10/11/23 conclut en l'absence de risques d'incendie et d'explosion. Il est noté que la vérification a été complète. Par ailleurs, pour faire suite à la demande formulée lors de l'inspection précédente, l'exploitant a fait réaliser, par un organisme agréé, un examen des installations électriques par thermographie infrarouge en date du 25/08/2022. L'attestation Q19 établie selon le référentiel APSAD D19 conclut en l'absence d'anomalie identifiée (<i>« aucun échauffement anormal, ni aucune anomalie sur l'ensemble des armoires et installations électriques énumérées »</i> dans le rapport). Il est par ailleurs mentionné que <i>« l'installation est propre et correctement maintenue »</i> . L'inspection prend acte de ces vérifications. Par ailleurs, du fait d'une évolution réglementaire de l'arrêté ministériel du 30/06/2006 encadrant les activités de traitement de surfaces à autorisation sous la rubrique 3260 (texte modifié par l'arrêté du 20/04/2023), l'inspection a rappelé en séance que le contrôle des installations électriques portant sur la détection de points chauds par un système de thermographie à infrarouges (ou tout autre dispositif équivalent) deviendrait obligatoire à fréquence annuelle, et ce, à compter du 1er juillet 2024 en application de l'alinéa 3 du titre XI de l'arrêté ministériel du 30/06/2006.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Ressource en eau d'extinction incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/09/2012, article 7.5.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Ressource en eau d'extinction incendie
Prescription contrôlée : ARTICLE 7.5.4. MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE Article 7.5.4.1. Défense extérieure L'exploitant assure la défense extérieure contre l'incendie par 2 poteaux d'incendie de 100 mm normalisés (NFS 61.213) piqués sur des canalisations assurant pour chacun d'eux et simultanément un débit minimum de 1000 litres/minute sous une pression dynamique de 1 bar (NFS 62.200) et placés à moins de 100 mètres (pour le plus proche) et 200 mètres (pour les autres) de l'établissement par les chemins praticables. Ces hydrants doivent être implantés en bordure de chaussée carrossable ou tout au plus à 5 mètres de celle-ci. [...]
Constats : Pour rappel, trois poteaux incendie sont situés, au plus proche, à moins de 100 mètres de l'établissement sur le domaine public : poteaux n°570 (situé devant l'entrée de l'établissement), n°403 et n°571. D'autres poteaux incendie sont par ailleurs situés entre 100 et 200 mètres au plus proche : poteaux n°572, n°400, n°569, et n°542. D'après les informations fournies par la mairie de Dieppe, et à l'exception du PI n°400, les hydrants susvisés sont en capacité de délivrer 60 m³/h.

Dès lors, il était demandé à l'exploitant, lors de la dernière visite d'inspection, de transmettre une attestation de tests en simultané sur les deux poteaux incendie les plus proches du site.

En séance, l'exploitant a présenté une attestation de débit de la société VEOLIA daté du 1/06/2022 qui démontre que, pris en simultané et sous 1 bar, les poteaux incendie n°570 et 571 délivrent respectivement 38 m³/h et 140 m³/h. Il apparaît donc que le débit en lui-même atteint par le PI n°571 délivre plus que le besoin en eau requis pour l'extinction d'un feu sur le site, lequel est établi, selon l'arrêté préfectoral, à 240 m³ sur 2 heures. Toutefois, la prescription réglementaire n'est pas scrupuleusement respectée puisque celle-ci impose que deux poteaux pris en simultané délivrent au moins 60 m³/h, ce qui n'est pas le cas pour le PI n°570. Il s'agit là de disposer d'un débit suffisant pour attaquer l'incendie via deux ressources et sous deux angles différents.

Postérieurement à la visite, des investigations complémentaires ont été menées par l'exploitant auprès de la mairie de Dieppe à ce sujet. Et l'inspection a notamment pu échanger avec la mairie de Dieppe qui lui a précisé les éléments suivants :

- le réseau incendie n'est pas maillé, ce qui peut expliquer la perte de débit au niveau du PI n°570 ;
- l'augmentation de débit du réseau incendie de la ville n'est pas à l'ordre du jour au vu des travaux conséquents à engager pour ce faire.

Relevé de décision (demande n°1) : À ce stade, l'inspection demande à l'exploitant de prendre l'avis du SDIS 76 sur la question pour savoir si la ressource actuelle est suffisante dans le cadre de la stratégie de lutte contre un incendie sur l'établissement. À défaut, l'exploitant devra proposer des solutions techniques pour remédier à cette situation (installation d'une citerne souple par exemple).

L'avis du SDIS sera transmis à l'inspection sous 2 mois.

Type de suites proposées : Avec suites – Demande n°1

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Rejets à l'atmosphère des chaînes de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/09/2012, article 9.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets à l'atmosphère des chaînes de traitement

Prescription contrôlée :

L'arrêté préfectoral prévoit notamment en son article 9.2.1 que des mesures à l'atmosphère doivent être réalisées par un organisme agréé suivant les fréquences suivantes :

- conduits n°1, 4 et 12 (tunnels de traitement) : paramètres à mesurer annuellement
- conduits n°2, 5, 13 (étuves) : tous les trois ans
- conduits n°3, 6, 7, 8, 14 (four des chaînes) : tous les trois ans
- conduit n°11 (four de pyrolyse) : tous les trois ans
- conduits n°9 et 10 (cabines peinture) : tous les trois ans

Constats :

La dernière campagne de mesures des émissions à l'atmosphère, réalisée par un organisme agréé, est datée de décembre 2020. À ce propos, concernant la fréquence de contrôle, compte-tenu du fait que l'exploitant a justifié, postérieurement à la visite, de la reconduite d'une nouvelle campagne en ce début 2024 (courrier électronique d'un organisme agréé à l'appui), il peut être considéré que la fréquence de contrôle est globalement respectée, à l'exception toutefois du contrôle des conduits n°1, 4 et 12 (cheminée des tunnels de traitement de surface) dont la fréquence doit être annuelle. Ce constat est discuté plus bas.

Le contrôle de 2020 a porté sur les 11 conduits de l'activité de traitement de surface (tunnels, étuves, four) détaillés à l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral (AP). Le contrôle démontre du respect des valeurs limites d'émission (VLE) pour l'ensemble des paramètres analysés et repris à l'article 3.2.4 de l'AP. Notamment, il est fait état des points suivants:

- les concentrations de rejets pour les paramètres acidité (exprimé en H+) et alcalin (exprimé en OH-) sont significativement inférieures aux VLE applicables au niveau des cheminées des tunnels de traitement de surface ;
- les concentrations de rejets en gaz de combustion au niveau des étuves et des fours (paramètre NOx notamment) sont inférieures aux VLE applicables ;
- et il est noté l'absence d'émission de COV pour les fours.

Par contre, concernant les conditions générales de rejets, il est noté que la vitesse d'éjection des fumées de 4 exutoires sur 11 (four de pyrolyse, étuve chaîne alu, étuve chaîne rouge, four chaîne verte) est particulièrement basse. Exemple: 1,23 m/s pour le four de pyrolyse et 1,98 m/s pour l'étuve de la chaîne rouge, la valeur prescrite est supérieure à 5 m/s (article 3.2.3). Réglementairement, s'il est imposé une vitesse d'éjection minimale, c'est notamment pour assurer une bonne dispersion des gaz à l'atmosphère. En effet, une faible vitesse d'éjection implique une mauvaise dispersion à l'atmosphère . puissance maximale ;

Notons que des ajustements sont possibles pour améliorer la vitesse d'éjection. Par exemple: réduire le diamètre de section des fumées (rajouter des convergents par exemple) ou augmenter la vitesse d'aspiration (par le réglage des moteurs par exemple). Mais il conviendrait au préalable de prendre l'avis d'un prestataire compétent.

Relevé de décision : La fréquence de contrôle n'est pas respectée pour les conduits n°1, 4 et 12. Toutefois, au vu de la reconduite d'un nouveau contrôle dans les prochaines semaines, et des résultats de la campagne de 2020 démontrant du respect des VLE applicables, l'inspection retient la demande n°2 suivante. Aussi, l'exploitant doit :

1/ engager, en lien avec un prestataire compétent, les investigations nécessaires de façon à corriger les faibles vitesses d'éjection des fumées relevées, et ce, avant la réalisation de la prochaine campagne de mesures ;

2/ transmettre le rapport de contrôle de la campagne de mesures des rejets à l'atmosphère sous 3 mois. Il conviendra que cette campagne tienne également compte des rejets à l'atmosphère des chaudières (conduits n°15 à 17) ;

3/ s'engager au respect de la fréquence de contrôle annuelle pour les conduits n°1, 4 et 12. À ce titre, il justifiera auprès de l'inspection la prise en compte de ce contrôle dans son plan de maintenance.

Type de suites proposées : Avec suites – Demande n°2

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Dispositifs de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/09/2012, article 7.4.4

Thème(s) : Risques chroniques, Dispositifs de rétention

Prescription contrôlée :

Tout stockage fixe ou mobile (cuve, container, citerne routière...) contenant un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associés à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grandes des deux valeurs suivantes:

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir
- 50 % de la capacité des réservoirs associés

[...]

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositifs d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

[...]

Les capacités de rétention de plus de 1000 litres sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas, à l'exception de celles dédiées au déchargement. Les capacités de rétention ont vocation à être vides de tout liquides et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux.

Constats :

Le jour de la visite, au niveau du chapiteau de stockage des produits chimiques, il a été constaté le stockage hors rétention de 4 IBC de produits étiquetés corrosifs. L'exploitant a remédié à cette situation postérieurement à la visite en mettant sur rétention les substances le nécessitant (photo à l'appui transmise par courrier électronique du 21/12/2023).

Par ailleurs, il a été noté le stockage de 2 IBC disposant d'une annotation manuscrite « nettoyant inox » (sans étiquetage CLP associé) et d'un IBC d'acide sulfurique avec du liquide dans la rétention. Ces substances n'étant plus utilisées le site, l'exploitant a déclaré le 21/12/2023 avoir contacté une société agréée de façon à procéder à l'évacuation de ces déchets.

Demande n°3 : Sous 1 mois, l'exploitant transmettra les justificatifs associés (BSD notamment).

Ensuite, et par sondage, l'inspection a souhaité contrôler la capacité de rétention de la chaîne verte qui dispose d'un bain dégraissant, d'un rinçage et d'un bassin de passivation d'un volume total d'environ 9,3 m³. D'après les éléments techniques communiqués par l'exploitant, cette rétention est suffisamment dimensionnée. Elle dispose par ailleurs d'un déclencheur d'alarme en point bas qui a fait l'objet d'un test en visite, lequel a été concluant. L'inspection a constaté que l'alarme avait fait l'objet d'un report sur le téléphone de l'exploitant en quelques secondes.

En revanche, il a été constaté la présence d'un « regard » dans cette rétention. D'après l'exploitant, celui-ci collecte les eaux industrielles de la chaîne de traitement avant transfert, via une pompe de relevage automatique, vers la station de traitement de l'établissement. Aussi, des effluents qui s'écouleraient accidentellement dans la rétention seraient susceptibles de communiquer avec ce regard puis seraient envoyés, via la pompe de relevage automatique, vers la station de traitement, ce qui n'est pas conforme à l'article 7.4.4. Toutefois, interrogé à ce sujet, l'exploitant a indiqué que la cuve tampon à l'arrivée de la station de traitement dispose d'une alarme « niveau haut » qui implique l'arrêt de la pompe de relevage au niveau de la rétention de la chaîne de traitement. Si le test n'a pas pu être techniquement réalisé en visite, l'exploitant a transmis une attestation d'une société compétente en date du 10/01/24 indiquant que « *la prise alimentant la pompe de relevage de la rétention de la chaîne verte est bien pilotée par le niveau haut du bac de collecte de la station* », cette disposition pouvant être de nature à limiter l'impact d'un écoulement accidentel.

En séance, l'exploitant a déclaré que seule la rétention de la chaîne verte disposait d'un regard et d'une pompe de relevage automatique, et non les autres chaînes de traitement.

Enfin, l'inspection note, qu'avant la refonte réglementaire de l'établissement établi par l'arrêté du 25/09/2012 lequel a été pris dans le cadre d'une extension de l'usine, l'arrêté du 20/12/2000 qui encadrait notamment l'exploitation de la chaîne verte prévoyait que les capacités de rétention soient équipées d'un puisard en point bas, mais il n'est toutefois pas fait état de pompe de relevage automatique.

Relevé de décision : compte-tenu du fait que la cuve tampon en entrée de STEP, formant en quelque sorte une rétention déportée, dispose d'une détection de niveau haut asservie à l'arrêt

de la pompe de transfert, l'inspection ne propose pas, à ce stade, de suites administratives. Toutefois, elle demande à l'exploitant (<u>demande n°4</u>), <u>sous 4 mois</u> , d'étudier les solutions techniques et aménagements possibles de façon à mettre en conformité la rétention de la chaîne de traitement verte avec l'article 7.4.4 de l'arrêté préfectoral. Un plan d'actions en ce sens est attendu.
Type de suites proposées : Avec suites – Demandes n°3 et 4
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : - 1 mois (demande n°3) - 4 mois (demande n°4)

N° 8 : Échéance - installation d'un système de détection automatique d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10-II
Thème(s) : Risques accidentels, Détection automatique d'incendie
Prescription contrôlée : II. Un dispositif de détection automatique d'incendie est installé : - dans les locaux où sont stockés ou employés des liquides inflammables (à mention de danger H224, H225 ou H226) ; - dans les locaux abritant l'installation de traitement de surface. Ce dispositif de détection comprend également au moins une sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration. Cette détection actionne une alarme incendie perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte des personnes présentes sur le site.
Constats : L'attention de l'exploitant a été attirée en séance par une évolution réglementaire apportée par l'arrêté ministériel du 20/04/2023, qui vient modifier l'arrêté ministériel du 30/06/2006 encadrant les activités de traitement de surfaces à autorisation sous la rubrique 3260. Aussi, en application de l'alinéa II du titre 10 de l'arrêté susvisé, la présence d'un système de détection automatique d'incendie est rendue obligatoire pour les installations existantes à compter du 1er juillet 2024 : – dans les locaux où sont stockés ou employés des liquides inflammables ; – dans les locaux abritant l'installation de traitement de surfaces. Il est à noter que le texte réglementaire prévoit également les dispositions suivantes: – le déclenchement d'une alarme incendie doit entraîner l'arrêt automatique des systèmes susceptibles de propager l'incendie (système d'aspiration des vapeurs des bains, chauffage des bains) ; – le dispositif de détection doit comprendre au moins une sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration. En conséquence, l'exploitant prendra ses dispositions pour respecter les échéances nationales fixées par la réglementation.
Type de suites proposées : Sans suite